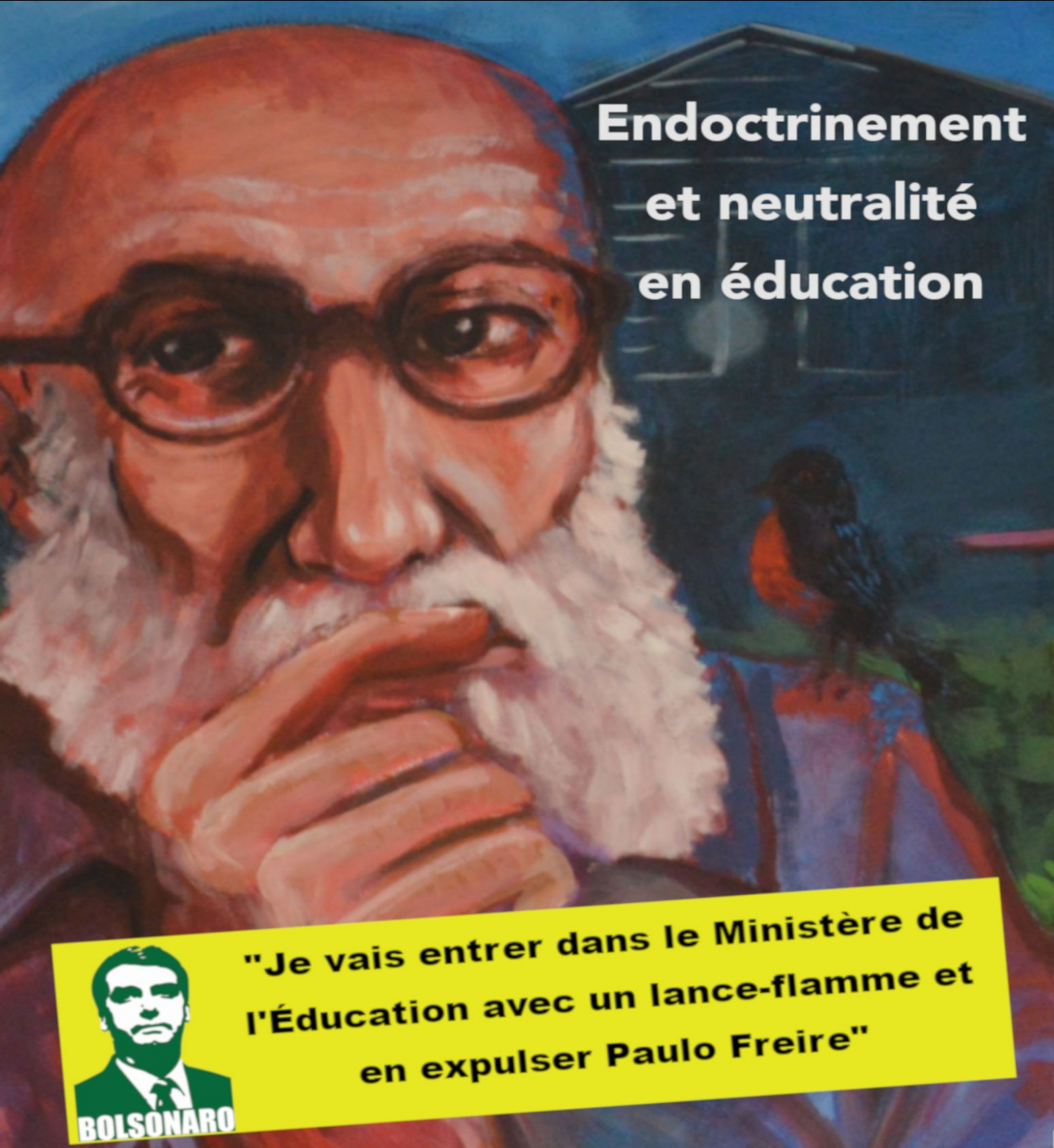


P Les Cahiers de Pédagogies radicales

Développer les pédagogies dans la continuité de Paulo Freire



**Endoctrinement
et neutralité
en éducation**



**"Je vais entrer dans le Ministère de
l'Éducation avec un lance-flamme et
en expulser Paulo Freire"**

Endoctrinement et neutralité en éducation

Les Cahiers de pédagogies radicales

dossier thématique n°2

Responsables de publication :

Irène Pereira

Gauthier Tolini

Maquette et mise en page :

Gauthier Tolini

Revue électronique publiée sous Creative commons 4. International

Pas d'utilisation commerciale



pedaradicale.hypotheses.org

Juin 2019

Table des matières

Éditorial

Partie I - Paulo Freire accusé d'endoctrinement

1. Bolsonaro pour les pauvres, Paulo Freire pour les riches
2. L'École sans parti, une école en faveur de la culture de l'indifférence
3. Campagne de soutien en faveur de l'œuvre Paulo Freire au Brésil
4. Le Président Jair Bolsonaro contre le pédagogue Paulo Freire
5. Jair Bolsonaro cible encore Paulo Freire
6. Les conséquences de l'élection de Jair Bolsonaro sur l'éducation au Brésil (témoignage)

Partie II - La question de la neutralité en éducation

7. Paulo Freire et la question de la neutralité dans l'éducation
8. Obligation de neutralité et droits humains
9. Défendre à la fois la neutralité et la liberté d'expression



Éditorial

Ce deuxième numéro des *Cahiers de pédagogies radicales* part dans un premier temps de la volonté de faire connaître la situation au Brésil et les débats concernant le « Mouvement de l'école sans parti » qui s'attaque à la liberté pédagogique des enseignants en essayant de leur interdire d'aborder les questions de genre et et les questions économiques et sociales en classe. Pour cela, ce mouvement veut faire passer une loi sur la neutralité des enseignants qui n'existe pas au Brésil : ceux-ci étant tenu actuellement uniquement à une obligation de favoriser le pluralisme des idées. Jair Bolsonaro, qui est président du Brésil depuis janvier 2019, soutient ce mouvement réactionnaire. Il accuse en particulier l'oeuvre de Paulo Freire d'endoctrinement marxiste et veut éradiquer sa pensée de l'éducation brésilienne.

Cette situation au Brésil pose des problèmes qui sont centraux pour tous les pédagogues critiques. Quelle est la différence entre pédagogie critique et endoctrinement ? Pour Paulo Freire, c'est parce que la pédagogie critique favorise le pluralisme des idées et le dialogue critique qu'il n'y a pas endoctrinement. C'est d'ailleurs sans doute pourquoi l'approche de Paulo Freire ne se trouve pas en contradiction avec le projet démocratique, mais au contraire est insupportable aux régimes dictatoriaux. Mais ce qui est le plus inquiétant au Brésil, c'est qu'il semble tout simplement qu'un enseignant qui défend dans sa classe les droits de l'homme et la lutte contre les discriminations pourrait être considéré comme portant atteinte à la neutralité.

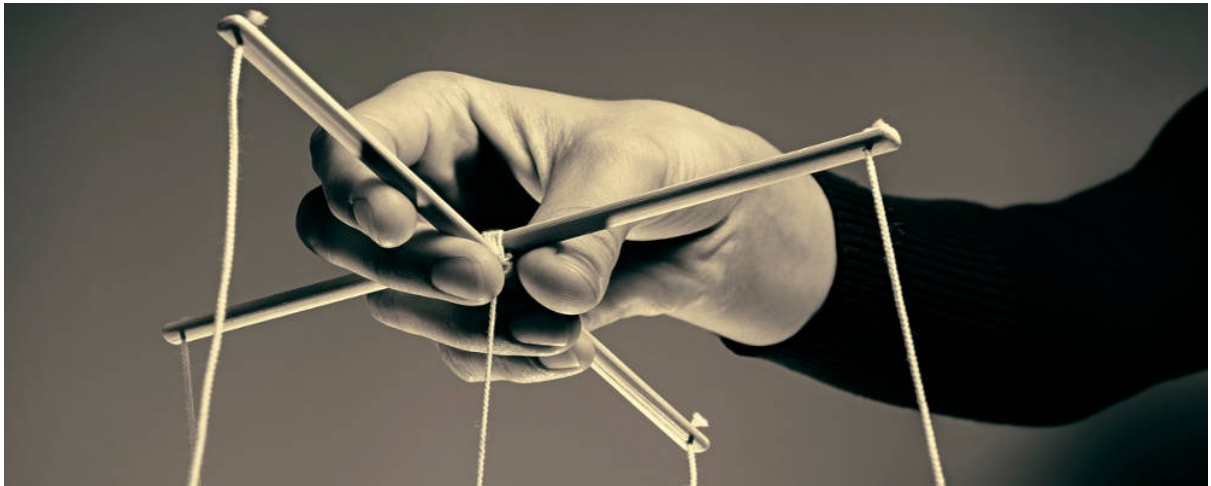
Il n'est pas du tout question de comparer la France et le Brésil en termes de

situation politique. Si le Brésil est administré par un régime politique d'extrême-droite à dérive fascisante, dans le cas de la France, nous sommes plutôt face à ce que plusieurs philosophies politiques qualifient de « libéralisme autoritaire ». D'où les inquiétudes que soulève actuellement l'article 1 du projet de loi de *l'École de la confiance*, concernant le devoir d'exemplarité.

Mais il s'agit plutôt de se demander dans quelle mesure il est possible dans le cadre déontologique actuel en France de pratiquer la pédagogie critique. Un des rappels que nous souhaitons faire, c'est que les textes de l'Éducation nationale eux-mêmes considèrent qu'il est de la mission des enseignant-e-s de lutter contre les discriminations (référentiel de compétence des enseignants) et de lutter contre les inégalités sociales (art. L.111-1 du code de l'éducation).

Pour terminer cet éditorial, nous souhaitons rappeler que la démarche des pédagogies critiques/radicales renvoie à deux points importants : a) le fait que la lutte contre les discriminations ne peut passer après l'obligation de neutralité dans la mesure où elle est reconnue par des conventions internationales et européennes, b) que la formation du citoyen en démocratie passe par des pratiques pédagogiques qui permettent l'expression d'une discussion critique.

L'équipe des *Cahiers de pédagogies radicales*



Partie I - Paulo Freire accusé d'endoctrinement



1. Bolsonaro pour les pauvres, Paulo Freire pour les riches

Auteur : José Ruy Lozano (sociologue et coordinateur pédagogique général du réseau Alix du Collège Nossa Senhora do Morumbi, Brésil)*

[Note de la traductrice : Le texte ci-dessous nous présente deux orientations opposées au sein du système éducatif brésilien. La droite réactionnaire, à laquelle appartient Jair Bolsonaro, défend des écoles casernes pensées comme des institutions disciplinaires pour les pauvres. Pendant ce temps, les élites néolibérales mettent leurs enfants dans des écoles inspirées par les pédagogies nouvelles. Paradoxalement, la pédagogie dialogique et démocratique de Paulo Freire en constitue une des sources d'inspiration. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la pédagogie critique de Paulo Freire ne s'oppose pas seulement à la pédagogie autoritaire, mais également à la vision néolibérale qui se contente de reprendre des méthodes. Or Paulo Freire l'a dit : sa pédagogie n'est pas une méthode. C'est une praxis : action-reflexion. C'est le refus de l'alternative entre une pédagogie autoritaire et une pédagogie néolibérale, en recherche de techniques efficaces, que nous appelons pédagogie radicale. Car la radicalité de Freire a d'avoir considéré que la pédagogie se donne pour objectif d'interroger les rapports sociaux de pouvoir. Or on imagine bien que dans les collèges d'élite brésilien, on utilise les méthodes de Freire, mais on ne conscientise pas les enfants de l'élite pour qu'ils deviennent des alliés des opprimés].

L'élite brésilienne, qui adore haïr Freire, achète à prix d'or pour ses enfants des places dans des collèges influencés par lui. Pour les enfants de pauvres, en revanche, c'est la discipline scolaire du XIXe siècle. Des cerfs-volants de différentes couleurs ornent le ciel. Les élèves observent certains qui montent et d'autres qui tombent tandis qu'ils tentent de comprendre comment la direction du vent influence le mouvement, en plus de vérifier dans la pratique des concepts scientifiques comme l'aérodynamique, la résistance de l'air et la force de la gravité. Le tout sur la base de l'expérience concrète, en s'appuyant

sur des essais et des erreurs. En retournant dans la salle de classe, les professeurs et les élèves discutent en cercle de ce que l'on a appris avec cette expérience. La différence hiérarchique entre maître et étudiants se dilue, et le professeur se présente davantage comme un médiateur ou un facilitateur dans le processus d'apprentissage.

Changement de décor. Nous nous tournons vers une autre réalité.

Des élèves en uniformes se donnent de la contenance et se dirigent vers les policiers, qui sont également professeurs, en utilisant les termes « monsieur » et « madame ». Dans les couloirs de l'école, aux murs gris, on ne voit pas des surveillants, mais des gardes, certains armés. Tous les garçons ont la même coupe courte, toutes les filles ont les cheveux attachés. Dans la salle de classe, le professeur parle et les élèves écoutent. Tous les élèves s'assoient en enfilade et un quelconque contact entre eux durant l'explication génère un avertissement. Comptabilisés, les avertissements peuvent provoquer le renvoi de l'élève.

Les premières scènes sont celles du quotidien d'un grand collège d'élite récemment ouvert dans la ville de São Paulo. Les suivantes sont caractéristiques de la réalité vécue dans des collèges étatiques administrés par la police militaire de chaque état. Les descriptions relèvent deux tendances – contradictoires – chaque fois plus présentes dans le panorama scolaire brésilien. Les écoles privées, mais chères, investissent dans des méthodes actives, en prenant en compte les intérêts et les individualités des élèves, partant des présupposés que les élèves seront les acteurs de leurs apprentissages. Déjà les écoles publiques de nombreux états brésiliens sont en train de sous-traiter leur administration à la police militaire et ils font le pari de la discipline la plus rigide et de l'enseignement le plus traditionnel.

Les grandes entreprises et les groupes d'investissement étrangers achètent ou érigent des écoles avec des technologies modernes et de formation de pointe, où les élèves apprennent à explorer le monde avec une interaction ludique. Pendant ce temps là, le député Jair Bolsonaro répand des vidéos dans les réseaux sociaux, des vidéos qui diffusent les vertus des écoles administrées par la Police militaire, dont le mantra est la loi et l'ordre. Comble de l'ironie : le point aveugle des discours des écoles d'élite consiste à admettre les méthodologies qui ont eu Paulo Freire comme un de ses théoriciens. Généralement, ces collèges mentionnent des programmes de formation des universités nord-américaines comme Harvard et Standford. Ce qu'ils ne disent pas c'est que des œuvres comme *Pédagogie de l'autonomie*, un classique du penseur de Pernambuco [i.e Paulo Freire ndt], sont dans la

bibliographie de base des facultés d'éducation qui inspirent ces projets pédagogiques.

L'élite brésilienne, qui adore haïr Freire, achète à prix d'or pour ses enfants des places dans des écoles qui sont pour beaucoup influencées par lui, aussi bien que par d'autres penseurs jugés progressistes dans le champ de l'éducation, comme Jean Piaget ou Maria Montessori. L'ironie se poursuit. Aux fils de pauvres, il reste la discipline scolaire du XIXe siècle. Alors que justement, c'est en pensant à eux que Paulo Freire avait élaboré ses thèses, et ce sont à eux que sont refusés son influence et son prestige. Mais peut-être que la différence n'est pas aussi paradoxale ou surprenante que l'on peut le penser à première vue. Au final, dans les écoles publiques étudient les pauvres qui seront les futurs employés des élèves riches. Et qu'attend-on des travailleurs pauvres, sinon obéir ?

Aux riches, on donne la liberté. Des riches, on attend la créativité, l'esprit d'entreprise, l'autonomie. Le pauvre, nous le destinons à la formation, à la normalisation foucauldienne des conduites, à la normalisation des comportements. En plus de tout, on ne doit pas encourager le questionnement, ni non plus la perspective critique des fils de classes moins favorisées. Cela doit être réservé à ceux qui sont capables de payer des mensualités astronomiques, qui achètent un développement cognitif « différencié » pour leurs enfants.

Ainsi, l'éducation brésilienne joue son rôle : celui consistant à être un instrument terrible de maintien des inégalités sociales.

Note :

[*Article original](#) : « Bolsonaro para os pobres, Paulo Freire para os ricos », *Le Monde Diplomatique - Brésil*, archive en ligne 7, 2017 (traduit en français par Irène Pereira et reproduit avec l'autorisation du Monde diplomatique Brésil).



2. L'École sans parti, une école en faveur de la culture de l'indifférence

Auteur : Moacir Gadotti (président d'honneur de l'Institut Paulo Freire et Professeur émérite de l'Université de São Paulo)*

[Cet article publié en 2016 permet d'avoir un aperçu de l'historique du mouvement de l'École sans parti qui s'oppose en particulier aux études de genre, à la lutte contre l'homophobie à l'école et à la pédagogie de Paulo Freire. Cela alors qu'en décembre 2018, les députés au Brésil ont de nouveau rejeté le projet de loi de l'École sans Parti. Mais pour combien de temps avec le contexte de l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro à partir de janvier 2019]

Des éducateurs avertissent : le manque d'esprit critique et de réflexion, qui imprègne l'école et la société, génère des préjugés et de la discrimination.

En 1917, le philosophe italien Antonio Gramsci a publié dans la revue *La Citta Futura* un article intitulé « Les indifférents ». Il ouvre le propos avec la déclaration suivante : « *Vivre signifie prendre parti. Celui qui véritablement vit ne peut cesser d'être un citoyen et partisan. L'indifférence, c'est l'aboulie, le parasitisme, la lâcheté, ce n'est pas la vie.* » Ces paroles sont très actuelles si on considère cette culture de l'indifférence qui est attachée à des mouvements comme l'École sans parti.

Dans les manuscrits de la *Pédagogie des opprimés*, Paulo Freire présente un cadre explicatif de deux cultures lorsqu'il parle d'une « théorie de l'action dialogique » et une « théorie de l'action anti-dialogique » qui fondent respectivement « l'éducation problématisatrice » et « l'éducation bancaire ».

La première conduit vers l'humanisation et se caractérise par la « *collaboration, par l'union, par l'organisation et par la synthèse culturelle* ». La deuxième est orientée vers « *le maintien objectif de l'oppression* » et se caractérise par la « *conquête, par la division du peuple, par la manipulation et*

par l'invasion culturelle ».

Nous avons eu beaucoup de conquêtes ces dernières décennies, mais nous n'avons pas réussi à produire une culture de solidarité et de compagnonnage. Au contraire, nous sommes en train de construire dangereusement, une culture de la délation et nous ignorons la nécessité de la formation pour une culture citoyenne.

L'importance de la culture populaire a été minimisée. Avec cela, la base sociale de la résistance au pouvoir des élites a été affaiblie. Encapaciter les plus appauvris et les organiser, implique de la formation politique. « *Personne ne lutte contre les forces qu'il ne comprend pas* », disait Paulo Freire.

L'École sans parti a commencé comme un mouvement fondé par un procureur de l'État de São Paulo, le Dr Miguel Nagib, afin de stimuler la dénonciation d'élèves qui supposément seraient endoctrinés par des professeurs, et menaçant ces derniers de procès. Selon l'École sans parti, les professeurs formeraient une armée de militants en faveur d'un « *endoctrinement marxiste gauchiste* ».

Des projets de loi pour réguler l'enseignement et faire des procès aux professeurs sont déjà discutés aussi bien au Congrès que dans différents États et municipalités. Dans l'État de São Paulo, le député Aldo Demarchi (DEM) a présenté un projet de loi qui prétend combattre la pratique de l'endoctrinement politique. Heureusement, la Commission de l'Éducation et de la Culture de l'Assemblée législative de l'État de São Paulo l'a rejeté. Un projet de loi dans la Chambre des députés (PL1411/2015) présenté par le député Rogerio Marinho (PSDB/RN) théorise le crime de « harcèlement idéologique » dans la salle de classe, en prévoyant des peines de prison d'un an, en plus d'amendes pour les professeurs.

Les expressions « École sans Parti » et « École du Parti unique » sont synonymes. Il s'agit d'une école sans pluralisme, sans liberté, sans diversité, sans inclusion, sans démocratie, une école qui ségrègue, qui discrimine, qui réprime.

En plus de cela, le mouvement de l'École sans Parti est un mouvement en faveur de la privatisation de l'éducation. Il commence par dénigrer l'école publique, pour ensuite, proposer de « récupérer » ses écoles au moyen de la gestion privée ou des critères privés d'instituts ou de fondation d'entreprises. L'École sans parti n'est guère plus qu'une tentative de détruire l'École Démocratique, l'École Citoyenne, une conquête de la Constitution de 1988 et de la loi d'orientation de l'Éducation Nationale de 1996.

C'est vrai, éduquer, ce n'est pas former. Tout prosélytisme, tout endoctrinement doivent être combattus à l'école. Mais c'est le devoir du professeur d'éduquer des citoyens en encourageant le débat et la discussion sur les valeurs de l'école. Les thèmes transversaux des Paramètres Curriculaires Nationaux ont été introduits pour cela. La diversité culturelle et la discussion sur le genre doivent faire partie de cette éducation à la citoyenneté comme cela est le cas dans presque la totalité des systèmes éducatifs dans le monde, sous l'impulsion des orientations de l'UNESCO.

L'École sans parti est l'expression d'un manque d'esprit critique et de réflexion qui imprègne L'École et la société. Notre pédagogie n'est pas réflexive et critique. Elle est dogmatique et bancaire, selon l'expression de Paulo Freire. Dans le manque d'argumentation, ce que l'on observe c'est l'offense, les préjugés, quand il n'y a pas haine et intolérance.

Note :

*Article extrait du site Internet *Carta da Educação*, publié le 05 septembre 2016 (url :<http://www.cartaeducacao.com.br/artigo/escola-sem-partido-uma-escola-a-favor-da-cultura-da-indiferenca/>). Publié avec l'autorisation de l'auteur et traduit par Irène Pereira.



3. Campagne de soutien en faveur de l'œuvre Paulo Freire au Brésil

Auteur : *Resistência e Luta pela Democracia* (blog brésilien consacré à la défense de l'œuvre de Paulo Freire)*

L'objectif éducatif de Bolsonaro : expurger l'œuvre de Paulo Freire de l'éducation brésilienne. Pourquoi ? Car cet auteur est un symbole de la défense d'une éducation critique et tournée vers la lutte contre les discriminations.

L'institut Paulo Freire du Brésil une organisation non gouvernementale avec 27 ans d'existence, créée pour continuer et réinventer l'héritage freirien. Paulo Freire a suivi de près sa création, participant à la discussion de son statut, à la définition de ses principes, à ses lignes d'action et contribuant par ses réflexions précieuses et éclairantes aux projets en développement. Nous avons hébergé la bibliothèque de l'éducateur brésilien et une grande partie de sa collection, reconnue par l'UNESCO comme patrimoine documentaire de l'humanité.

Plus de 5 000 personnes ont déjà visité le centre de référence Paulo Freire. Un cinquième de ces personnes sont des représentants étrangers de plus de 40 pays, dont l'Angleterre, l'Italie, l'Inde, le Japon, la Chine, le Canada et bien d'autres. Cet éducateur, reconnu internationalement pour ses contributions aux idées pédagogiques, est actuellement menacé d'être expurgé de l'éducation brésilienne. Nous vivons des moments de grande perplexité. Ceci est un d'entre eux.

Ce n'est pas la première fois que les idées de Paulo Freire sont menacées. L'auteur de *Pédagogie des opprimés*, une œuvre qui, en 2018, a 50 ans, a été arrêté et exilé à l'époque de la dictature. Sa réponse à la détention a été une

invitation au dialogue et le courage de se battre; contre la violence, le silence, et pour la lutte, pour le droit à la liberté d'expression et à la pensée critique.

Paulo Freire s'est toujours opposé à l'endoctrinement, à la manipulation. Il a défendu le dialogue entre les connaissances: connaissances scientifiques, connaissances sensibles, connaissances techniques, technologiques, populaires, sans discrimination, respectant et valorisant la diversité et les droits de l'homme. Homme d'espoir, il n'a jamais manqué de croire en la capacité de l'humanité à créer « *un monde dans lequel il est moins difficile d'aimer* », écrivait-il en exil en 1968 à la fin de son livre le plus connu, *Pédagogie des opprimés*.

Certains voudraient retirer Paulo Freire des écoles, même si seules quelques-unes ont encore ses livres. D'autres menacent de supprimer des manuels, là où, peut-être, il est fait mention de son œuvre. Nous n'avons encore vu personne proposer de brûler ses livres sur une place publique. Et nous espérons que ce moment ne viendra pas. Pour cela, nous sommes vigilants! Nous savons que ses idées ne plaisent pas à tout le monde. Et ceci est le propre de la démocratie, en tant qu'espace généreux, fécond et généreux de débat d'idées, dans lequel chaque personne peut, avec autonomie, énoncer sa parole et construire sa propre histoire.

Contester la légitimité de Paulo Freire, c'est en fait défier la démocratie qu'il a défendue aux côtés d'autres grands éducateurs du XXe siècle, tels que John Dewey, Martin Buber, Jean Piaget et Maria Montessori, aux côtés de Brésiliens tels qu'Anísio Teixeira, Fernando de Azevedo, Cecilia Meirelles et Rubem Alves, entre autres. Pour tous ceux qui souhaitent connaître et vivre une pédagogie d'inspiration humaniste, son travail est indispensable et devrait avoir lieu dans toutes les écoles.

La liberté est un principe de toute éducation et une fonction des enseignants, une conquête de l'humanité. Sans démocratie, il n'y a pas d'apprentissage. Intimider les enseignants, c'est refuser à la population le droit à l'éducation. La pédagogie dialogique défendue par Paulo Freire est considérée comme une référence de qualité scientifique et reconnue par les intellectuels et les universités du monde entier.

Les théories de Paulo Freire ont franchi les frontières des disciplines et des sciences, s'enracinant dans les sols les plus variés, renforçant les théories et les pratiques pédagogiques, et contribuant à la réflexion non seulement des éducateurs, mais aussi des médecins, des thérapeutes, des spécialistes des sciences sociales, économistes, philosophes, anthropologues, psychologues,

artistes, juristes et professionnels de divers domaines. Si elle a touché les cœurs et les esprits et résonné dans tant d'endroits aux quatre coins du monde, c'est qu'elle répond à un besoin non seulement de construire des connaissances fondées sur des preuves et des données, mais aussi parce qu'elle réveille chez les personnes qui entrent en contact avec elle la capacité d'être meilleur, moins arrogant, plus respectueux, de vivre pleinement sa vie dans un monde plus juste, productif et durable.

C'est pour cette raison que l'Institut Paulo Freire manifeste sa défense de l'héritage freirien dans le cadre de la lutte pour la démocratie et la liberté d'enseigner et d'apprendre, et invite tous ceux qui sympathisent avec cette cause à ajouter, créer un grand mouvement, partant de leurs propres espaces, chacun avec sa créativité et ses conditions, construisant un réseau solidaire de résistance et de lutte pour une éducation émancipatrice, transformatrice et démocratique. Allons ensemble vers la défense de Paulo Freire ! « *L'amour est un acte de courage* », nous a enseigné Paulo Freire. Plus d'amour et moins de violence.

Écrivez votre texte, faites votre dessin animé, votre illustration, votre musique, votre poème, votre cours public, votre documentaire, votre vidéo, organisez vos activités, partagez avec nous des nouvelles de ce qui a été fait, par courrier électronique : comunicacao@paulofreire.org

www.paulofreire.org

<https://www.facebook.com/InstitutoPauloFreireIPF>

<https://twitter.com/instpaulofreire>

<http://www.youtube.com/c/iPF.Tv2018>

Note :

*« Paulo Freire ameaçado de expurgo », *Resistência e Luta pela Democracia*, 2 novembre 2018 (url : <https://resistenciaelutablog.wordpress.com/2018/11/02/paulo-freire-ameacado-de-expurgo/>).



4. Le Président Jair Bolsonaro contre le pédagogue Paulo Freire

Autrice : Irène Pereira (professeure de philosophie)*

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro vient d'être élu au Brésil. Il a annoncé son objectif éducatif : extirper la philosophie de Paulo Freire des écoles.

Paulo Freire : un symbole insupportable pour les régimes autoritaires

En 1964, un régime militaire, suite à un coup d'État, prend le pouvoir au Brésil. Il arrête les opposants. Dans les premières cibles figure le pédagogue brésilien Paulo Freire.

Il est arrêté trois mois et torturé. Il est ensuite expulsé de force et ne pourra revenir dans son pays qu'à l'issue d'un exil de 15 ans. Son œuvre est interdite au Brésil. Il est accusé d'endoctrinement marxiste.

Jair Bolsonaro n'a pas hésité à magnifier cette époque où le régime au pouvoir s'en prenait aux opposants. Il a ainsi déclaré par exemple : « *L'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer* » (Radio Jovem Pan, juin 2016).

L'école sans parti : un mouvement réactionnaire contre les études de genre et Paulo Freire

La critique contre l'œuvre de Paulo Freire ces dernières années a été portée au Brésil par un mouvement conservateur : L'École sans parti. Son objectif : faire interdire aux enseignants des références aux études de genre et à l'œuvre de Paulo Freire, le pédagogue décédé en 1997.

Lors d'un déplacement au Brésil en novembre 2017, la philosophe Judith Butler, figure très connue des études de genre, a été prise à partie par une foule déchaînée et brûlée en effigie comme une sorcière.

Ceux qui défendent l'œuvre de Paulo Freire rappellent qu'il a été prix de la Paix de l'UNESCO en 1986 et docteur honoris causa de 28 universités dans le monde.

Son livre *Pédagogie des opprimés* est traduit dans plus de 20 langues. Il fait partie des 100 auteurs les plus cités dans les universités américaines.

Il est le troisième auteur le plus cité dans le monde dans le domaine des sciences humaines et sociales pour son ouvrage : *Pédagogie des opprimés* (selon une étude de 2016).

Ce qui est fait de Paulo Freire, sans aucun doute, l'universitaire brésilien le plus reconnu dans le monde.

Jair Bolsonaro : Contre l'éducation démocratique et les droits humains

Si l'œuvre de Paulo Freire est si insupportable à des hommes politiques comme Bolsonaro, c'est qu'elle revendique le développement de l'esprit critique et qu'elle se donne pour finalité de développer un type d'éducation conforme à un ethos démocratique.

Bolsonaro s'est illustré avant et durant sa campagne présidentielle par des propos attentatoires à la démocratie et aux droits humains:

– Sur la laïcité et les droits des minorités : – « *Dieu est au-dessus de tous. Cette histoire d'État laïc n'existe pas, non. L'État est chrétien et que celui qui n'est pas d'accord s'en aille. Les minorités doivent se plier aux majorités.* » (Meeting à Paraíba, dans le Nord-Est, février 2017)

– Sur les personnes noires : « – À propos des descendants d'esclaves fugitifs : « *L'afro-descendant le plus léger pesait environ 80 kilos. Ils ne font rien ! Ils ne servent même pas à la reproduction.* »

(Conférence après une visite dans une communauté quilombola, avril 2017)

– Sur les femmes : « – « *C'est une disgrâce d'être patron dans notre pays, avec toutes ces lois du travail. Entre un homme et une femme, que va se dire un patron ? 'Purée, cette femme a une alliance au doigt, dans peu de temps elle sera enceinte, six mois de congés de maternité' [...] Qui paiera l'addition*

? *L'employeur [...] et au final la Sécurité sociale.* » (Quotidien Zero Hora, décembre 2014)

– Sur les personnes homosexuelles : – « *Je serais incapable d'aimer un fils homosexuel. Je préférerais que mon fils meure dans un accident plutôt que de le voir apparaître avec un moustachu.* » (Playboy, juin 2011)[\(1\)](#)

Toutes ces déclarations ont abouti entre autres à un manifeste de protestation : *Manifeste des Femmes Unies contre Bolsonaro* (São Paulo). [Traduction en français disponible en ligne].

Paulo Freire : un symbole dans le monde d'une éducation en faveur des droits humains

Avec toute la finesse qui le caractérise, Jair Bolsonaro a déclaré que s'il était élu, il allait « *entrer dans le Ministère de l'Éducation avec un lance-flamme et sortir Paulo Freire de là-dedans* » (Déclaration aux chefs d'entreprise à l'Espírito Santo, août 2018)[\(2\)](#)

Si Paulo Freire est une référence de l'éducation dans le monde entier, c'est justement parce que ses idées ont inspiré de nombreux courants de l'éducation en faveur des droits humains : pédagogie critique de la race (éducation anti-raciste aux États-Unis), pédagogie critique des normes (Éducation à la sexualité en Suède), pédagogie féministe (aux États-Unis et dans de nombreux autres pays....)

Résistance et solidarité du monde éducatif contre la montée des fascismes dans les Amériques et en Europe

Nous assistons actuellement en Europe et dans les Amériques à la montée de partis politiques qui s'en prennent dans leurs discours aux femmes, aux minorités ethno-raciales, aux migrants et aux minorités sexuelles. Des personnalités politiques prétendant aux plus hautes fonctions ou les occupant n'hésitent pas à attiser des discours de haine.

L'œuvre du pédagogue brésilien Paulo Freire est un symbole contre tous ces discours qui sont à l'encontre des droits humains.

La situation actuelle au Brésil et dans d'autres pays en relation avec la montée des extrêmes-droites ne peut laisser indifférent le monde éducatif.

En France, comme ailleurs dans le monde, il existe des chercheurs/ses et des praticiens/ciennes qui se réfèrent à l'œuvre de Paulo Freire.

L'institut bell hooks/Paulo Freire à Paris organise tous les mois un séminaire qui vise à mieux faire connaître les travaux de Paulo Freire. En 2020 doit avoir lieu en France le XIIe Forum mondial Paulo Freire.

Plus que jamais travailler à partir de l'œuvre de Paulo Freire, la diffuser et la réinventer est un acte de résistance et un acte de solidarité face à la montée des fascismes et des discours de haine.

Notes :

*Cet article a été repris entre autres sous une version identique ou remaniée sur les sites: Nonfiction.fr, Aggiornamento Histoire-Géo, Le courrier (Quotidien Suisse), AOC- Analyse, Opinion, Critique...

1Les citations de Jair Bolsonaro sur les droits humains sont reprises de l'article : France 24, « Brésil : torture, homosexuels, Noirs... Jair Bolsonaro dans le texte », 23/10/18 [En ligne]

2La citation de Jair Bolsonaro sur Paulo Freire est reprise de « Na mira de Bolsonaro, Paulo Freire não está no currículo, mas é referência em escola », *Folha de S.Paulo*, 25/08/2018 [En ligne].



5. Jair Bolsonaro cible encore Paulo Freire

Autrice : Irène Pereira (professeure de philosophie)*

Bolsonaro a mis dans son programme éducatif qu'il s'agit d'extirper la philosophie de Paulo Freire. À peine élu, le président s'en prend encore à la philosophie et à la pédagogie de Paulo Freire. Il annonce sa première mesure : « Selon le président élu, le profil du futur ministre de l'Éducation, désigné par lui comme l'un des plus importants, sera différent de l'actuel. "Son profil est différent de ce qui a été adopté jusqu'à présent, la ligne de Paulo Freire. Nous voulons quelqu'un avec un bon curriculum scolaire, cherchant des moyens de rétablir l'autorité de l'enseignant dans la classe et de former, en fin de compte, non des "non-militants", tel qu'ils sont aujourd'hui largement formés »(1).

Décryptage en comparant les déclarations de Jair Bolsonaro et celle de Paulo Freire dans l'ouvrage qu'il a écrit à destination des enseignants, *Pédagogie de l'autonomie* :

Paulo Freire était-il un partisan d'un programme scolaire de faible niveau et d'un enseignant sans compétence scientifique ?

« L'assurance avec laquelle l'autorité de l'enseignant se déploie implique une autre qualité, celle qui se fonde sur sa compétence professionnelle. Aucun enseignant n'exerce cette autorité en l'absence de cette compétence. Le professeur qui ne poursuit pas sérieusement sa formation, qui n'étudie pas, qui ne s'efforce pas d'être à la hauteur de sa tâche n'a pas la force morale suffisante pour coordonner les activités de sa classe. Certes, cela ne signifie pas que la pratique ou l'option démocratique du professeur soit déterminée par sa compétence scientifique. Il y a des professeurs scientifiquement bien préparés qui demeurent autoritaires en toute circonstance. Mais je veux dire que l'incompétence professionnelle disqualifie l'autorité du professeur ».
(Paulo Freire)

Paulo Freire était-il partisan du laxisme en matière éducative ?

« Lors d'un des nombreux débats auxquels je viens de participer, portant précisément sur la question des limites sans lesquelles la liberté est pervertie et devient licence, et l'autorité, autoritarisme, j'ai entendu un des participants dire que je répétais le même refrain qu'un de ses professeurs, reconnu réactionnaire à l'époque de la dictature militaire. Pour mon interlocuteur, la liberté ne pouvait admettre une quelconque limite. En ce qui me concerne, je ne suis absolument pas d'accord, justement parce que je parie sur elle, parce que je sais que sans la liberté, l'existence ne prend de valeur et de sens que dans la lutte pour sa conquête ou sa reconquête. La liberté sans limites est aussi niée que la liberté asphyxiée ou castrée. » (Paulo Freire)

La philosophie éducative de Paulo Freire consiste-t-elle à produire du militantisme dans la salle de classe ?

« Le rejet catégorique d'une quelconque forme de discrimination fait également partie du penser juste. La pratique fondée sur des préjugés relatifs à la race, la classe, le genre offense la substantialité de l'être humain et nie radicalement la démocratie. » (Paulo Freire)

Conclusion

Si faiblesse de la formation, il y a elle est du côté de ceux qui sans avoir lu l'œuvre de Paulo Freire ou avoir lu les travaux en étude de genre veulent au Brésil l'interdire au nom de leurs préjugés intolérants.

Le problème avec l'autorité est du côté de ceux qui confondent l'autorité avec l'autoritarisme et la liberté avec le laxisme. Ce sont les mêmes qui sont les nostalgiques, comme Bolsonaro de la dictature au Brésil.

Enfin, les accusations de militantisme servent en réalité à masquer chez ceux qui les prononcent l'adhésion à des thèses racistes, homophobes, transphobes ou encore misogynes. Dans ces conditions, la lutte contre l'homophobie, la transphobie, le racisme... sont réduits à du militantisme partisan. Mais il ne s'agit pas d'idées partisans, mais de la défense des droits humains fondamentaux.

Note :

*Article publié sur le site internet de l'Institut bell hooks - Paulo Freire le 1er octobre 2018.

(1)Cité dans :

https://www.em.com.br/app/noticia/politica/2018/10/29/interna_politica,10015_revela-primeira-medida-e-detalha-equipe-de-ministros.shtml



6. Les conséquences de l'élection de Jair Bolsonaro sur l'éducation au Brésil (témoignage)

Auteur : Xavier van Welden (Étudiant en Sciences de l'Éducation de l'Université de Lille, engagé dans les mouvements sociaux et politiques brésiliens et français)*

J'ai quitté le Brésil il y a maintenant à peu près huit mois. Là-bas, je m'occupais de manière bénévole de l'enseignement du français auprès d'une communauté de périphérie dans le centre communautaire autonome de la Marambaia, le Centre Communautaire Tiradentes, CCT (Belém do Pará, Amazonie brésilienne) dans une perspective pédagogique inspirée des travaux et des pratiques de Paulo Freire et de Célestin Freinet.

Cette région, le nord du Brésil, est aujourd'hui la plus frappée par les soubresauts d'un capitalisme financier international toujours à la recherche de matières premières bon marché et la fragile forêt amazonienne, d'une part, et ses populations (paysans sans terre, habitants des fleuves, indigènes amérindiens natifs, communautés noires marron appelées là-bas quilombolas et communautés « extractivistes » qui vivent des produits de la nature riche de ces sols, de cette forêt et de ces fleuves) d'autre part, paient le tribut le plus lourd à l'expansion toujours plus déraisonnée de la course aux ressources naturelles.

C'est pourquoi Belém grandit à vue d'œil, les flux humains étant alimentés en permanence par les arrivées de personnes issues et chassées de leurs terres

que le capital mondial et ses entreprises convoitent pour les mettre en coupe réglée et en extraire tout ce qui peut avoir une valeur marchande.

C'est dans ce contexte que, au sein du centre communautaire de la Marambaia, un quartier assez ancien de Belém (une cinquantaine d'années d'existence), je proposais différentes activités, dont les cours de français, mais aussi une correspondance internationale sur le modèle de celle de la pédagogie Freinet avec comme correspondants de jeunes collégiens de banlieue parisienne.

Mes cours comprenaient toujours une partie « d'ouverture » sur des sujets culturels, actuels ou historiques, qui étaient l'occasion de construire ou de renforcer un esprit critique et de mettre en lien les aspects que pouvaient prendre au Brésil et en France des questions de société. Ceci de manière à co-construire la compréhension des mécanismes internationaux à l'œuvre dans les situations vécues ici comme là-bas. En suivant en cela, le principe de Fernand Pelloutier de « s'éduquer pour acquérir la science de son malheur ». Et en montrant que celui-ci n'est pas réservé à la périphérie du monde capitaliste globalisé, mais que les luttes ont lieu partout autour des mêmes revendications.

Donc, en octobre, lorsque Jair Bolsonaro a été élu président de l'État brésilien, la déflagration de cette nouvelle m'a atteint également car il était évident que l'éducation émancipatrice, dont le représentant le plus travaillé et respecté au Brésil est évidemment l'éducateur Paulo Freire, allait vite se retrouver parmi les victimes du nouveau régime. Et la suite n'a fait que confirmer cette idée peu engageante.

En effet, les attaques contre les pédagogies radicales, visant au renforcement d'une conscience critique, à l'organisation de la résistance à la néolibéralisation de l'éducation mais aussi et au-delà, de la société, n'ont pas cessé depuis le début du mandat du nouveau président.

Cependant, il faut rappeler que le mouvement pour faire taire les professeurs qui ont la tentation de faire comprendre à leurs élèves comment fonctionne notre monde a des racines plus anciennes que l'arrivée au pouvoir du député d'extrême-droite de Rio : de fait, c'est depuis 2015-2016, avec les manifestations anti-PT qui ont amené à la destitution de Dilma Rousseff, que la droite conservatrice brésilienne, avec de nouvelles organisations comme le jeune et très réactionnaire Mouvement Brésil Libre (MBL), n'a d'autre but que de persécuter les professeurs en présentant au parlement un projet de loi « École sans parti » qui a une première fois été rejeté. Mais qu'importe, il

revient avec force sous le mandat du successeur de Michel Temer, l'ex-vice-président de Dilma Rousseff, devenu président grâce à la destitution votée par les parlementaires néo-libéraux et conservateurs d'une assemblée prête à tout pour en finir avec le pouvoir du Parti des Travailleurs.

Ainsi, depuis près de 120 jours, les interventions policières dans les établissements publics d'enseignement se multiplient et les attaques de diversifient contre l'éducation.

La criminalisation et la persécution des professeurs est stimulée par le président et ses fils (eux aussi politiciens) et la liste s'allonge de celles et ceux contraints de se taire sous la menace des armes de la police :

1) Professeur de géographie, Wellington Divino Pereira(1), éloigné pendant 180 jours du collège militaire de São Luís de Montes Belos (Goiânia), "pour avoir critiqué la lecture du slogan de la campagne électorale du président en exercice", acte de "grave insubordination" selon le directeur / commandant de l'École militaire. Il a ensuite été accusé d' "endoctrinement communiste et athée".

2) Le professeur d'histoire Gabriel Pimentel(2), enfermé dans une école publique d'Uberlândia (Minas Gerais) pour avoir remis en question l'action violente de policiers militaires contre des étudiants de son établissement, à la porte de l'école où il travaille. Il a été battu, menotté et maintenu en détention pendant trois jours.

3) Professeur de sociologie, Pedro Mara(3), directeur de l'école publique de Belford Roxo (Rio de Janeiro), menacé de mort, interrogé par les personnes accusées du meurtre de Marielle Franco et persécuté par des groupes politiques et des miliciens. Des organisations d'avocats lui ont conseillé de quitter l'état de Rio de Janeiro pour sauver sa vie, mais la secrétaire de l'Éducation a ouvert le processus de démission, alléguant un abandon de poste.

4) Le professeur portugais Marcos Antônio Tavares da Silva(4), enseignant dans une école publique de la ville de Campos (Rio de Janeiro), a été licencié par le ministre de l'Éducation nationale et menacé de mort après avoir utilisé un dessin animé avec le président du Brésil et des États-Unis dans le cadre d'une activité scolaire.

5) Camila de Souza Marques Silva (5), professeure de sociologie, battue, menottée et emmenée au poste de police alors qu'elle travaillait à l'IFG à Águas Lindas de Goiás, a été accusée d'outrage pour l'enregistrement de

l'action violente de la police dirigée contre trois de ses étudiants mineurs, dans son environnement de travail.

Sans compter tous les professeur(e)s qui ont subi des faits similaires mais n'ont pas été médiatisés.

Ce sont de graves menaces qui pèsent sur l'éducation au Brésil avec la réforme des contenus curriculaires, des enseignements au lycée, avec l'extinction de toutes les instances intermédiaires qui déterminaient ces contenus conjointement au Ministère de l'Éducation... bref, l'avenir de l'éducation au Brésil est loin d'augurer du meilleur. Et les acteurs des pédagogies radicales ont à mener la lutte sur de nouveaux fronts, dans un climat lourd de menaces. Mais, n'en doutons pas, ils relèveront ce défi avec courage comme aux heures sombres de la dictature de 1964 à 1988.

Notes :

*Article original pour la revue *Les Cahiers de pédagogies radicales*.

(1) Voir la note du SIMSED : <http://simsed.blogspot.com/2019/03/nota-contraperseguiacao-ao-professor.html>

(2) Voir à ce sujet :

<https://www.brasil247.com/pt/247/sudeste/390537/Pol%C3%ADcia-agride-professor-que-defendeu-alunos-invade-escola-e-lan%C3%A7a-g%C3%A1s-sobre-jovens.htm?fbclid=IwAR3a2QEYrm9Sce6qsCLDUcjaX2clZUBUIEkx1bLEjQg6CQ8-F3uFNe9EXM>

(3) À ce sujet, lire :

<https://www.brasildefato.com.br/2019/03/27/professor-pesquisado-por-suspeito-de-matar-marielle-pode-ser-exonerado-no-rio/>

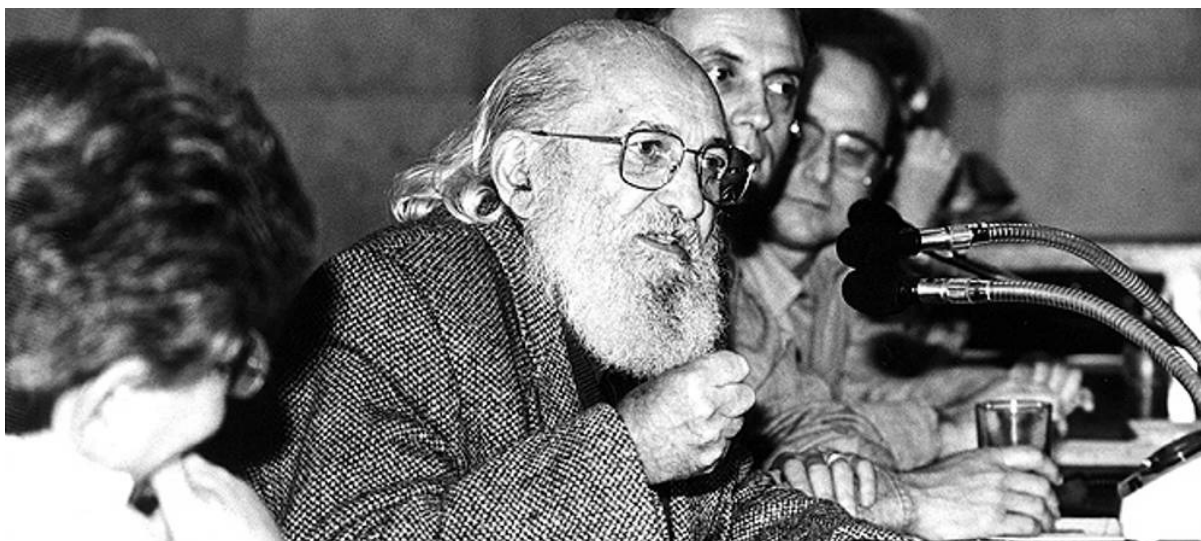
(4) Voir la note du syndicat SINPRO :

<https://www.sinprocampos.com.br/nota-do-sinpro-campos-sao-joao-da-barrade-solidariedade-ao-professor-marcos-antonio-tavares-da-silva-do-liceu/>

(5) À son sujet, lire : <https://bemblogado.com.br/site/professora-que-foi-detida-em-goias-denuncia-truculencia-da-policia/>



Partie II - La question de la neutralité en éducation



7. Paulo Freire et la question de la neutralité dans l'éducation

Auteur : Gauthier Tolini (professeur d'Histoire-Géographie)*

Après le coup d'État qui porta les militaires au pouvoir au Brésil en 1964, Paulo Freire fut arrêté et accusé d'endoctriner ses élèves. Ainsi, les questions posées lors des interrogatoires portaient sur son engagement politique et éducatif auprès des adultes analphabètes : « *Niez-vous qu'avec votre prétendue méthode, ce que vous vouliez c'était bolchéviser le pays ?* » (Freire 1971, p.12). Profondément marqué par cet événement, le pédagogue brésilien affirma tout au long de sa vie le caractère intrinsèquement politique de l'éducation tout en dénonçant les fausses injonctions à la neutralité. Avec l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, l'œuvre de Paulo Freire est de nouveau la cible d'un régime autoritaire nostalgique du régime des militaires. Son approche pédagogique est de nouveau accusée de répandre l'idéologie marxiste dans les écoles. Dans ce contexte, il nous a semblé intéressant de présenter une synthèse des réflexions de Paulo Freire autour du caractère politique de l'éducation, de la neutralité et de l'endoctrinement.

1. L'affirmation de la nature politique de l'éducation

Paulo Freire insista sur le caractère profondément politique et idéologique de l'éducation. Ainsi, pour le pédagogue brésilien, l'éducation dépend toujours d'objectifs qui lui ont été fixés : « *La nature de la pratique éducative, sa nécessité de finalité, les objectifs, les rêves qui en découlent interdisent sa neutralité. La pratique éducative est toujours politique. C'est ce que j'appelle la "politisation" de l'enseignement. La nature même de l'enseignement est*

politique. La question se pose alors de savoir quel type de savoir quel type de politique, en faveur de quoi et de qui, contre quoi et contre qui elle est dirigée » (Freire 1991a, p.23) ; « *L'éducation marche constamment au-delà d'elle-même. Il n'existe pas d'éducation sans objectif, sans finalité. C'est ce qui empêche sa neutralité ou celle de l'éducateur* » (Freire 1991a, p. 110) ; « *N'importe quel projet pédagogique est politique et "bourré" d'idéologie. La question qui reste posée est de savoir en faveur de quoi et de qui, contre quoi et contre qui cette politique – dont l'éducation n'est jamais exempte – est dirigée* » (Freire 1991a, p.38).

Freire considère l'éducation comme un fait humain réalisé par des êtres éthiques naturellement aptes à prendre des décisions. Dès lors, en tant que fait humain, l'éducation est imprégnée de ces choix. Dès lors, pour Freire, ce ne sont pas des individus qui politisent l'éducation, car l'éducation est déjà en elle-même politique : « *La qualité d'être politique est inhérente à l'essence de l'éducation. En vérité, la neutralité de l'éducation est impossible. Cette impossibilité n'est toutefois pas déterminée par le fait que les professeurs sont des "agitateurs" et des "subversifs". De même, l'éducation ne devient pas politique par décision de tel ou tel éducateur ; L'éducation est politique* » (Freire 2006, p.123).

Si pour Freire, l'éducation, fruit de décisions humaines, ne peut pas être neutre, quels sont les intérêts de ceux et de celles qui prétendent à la neutralité de l'école ?

2. Une neutralité au service de l'exploitation et de la domination

Paulo Freire considère que l'affirmation du principe de neutralité de l'éducation sert les intérêts des classes et des idéologies dominantes. Il dénonce ainsi l'utilisation de la neutralité par le capitalisme et la domination qui se cache derrière ce concept : « *Je nie la neutralité de l'éducation telle que la définit le discours pragmatique néo-libéral* » (Freire 1997) ; « *Je crois que jamais le professeur progressiste n'a eu à être autant attentif et informé qu'aujourd'hui face à l'expertise avec laquelle l'idéologie dominante diffuse subtilement l'idée de neutralité de l'éducation* » (Freire 2006, p.111).

Pour Paulo Freire, l'éducation neutre a également pour objectif de reproduire l'idéologie dominante et les inégalités en veillant à ce que les classes sociales ne soient pas remises en cause : « *Ce serait très stupide et naïf de notre part de ne pas comprendre que les écoles et l'éducation systématique reproduisent essentiellement l'idéologie de la classe dominante. Ce serait une grande naïveté de ne pas comprendre cet évènement si simple. Cela signifie que nous*

devons comprendre que les classes dominantes, parfois consciemment et parfois non, attendent ou demandent à l'enseignant de reproduire l'idéologie de la classe dominante ; c'est l'œuvre de l'enseignant » (Freire 1987b) ; « Du point de vue des intérêts dominants, il n'y a aucun doute que l'éducation doit être une pratique qui occulte les vérités et qui fige les individus dans leur classe sociale. Chaque fois, cependant, que la conjoncture l'exige, l'éducation dominante se fait progressiste, mais progressiste "à moitié". Les forces dominantes stimulent et matérialisent les avancées techniques comprises et, autant que possible, réalisées de manière neutre » (Freire 2006 p.113).

Pour Paulo Freire, l'idéologie dominante ne se cantonne pas uniquement à l'exploitation économique, elle est également visible à travers le sexisme qu'une éducation présentée comme neutre perpétue : *« C'est vraiment dommage qu'un éducateur n'ose pas dire à ses élèves, pour ne pas pécher contre la "chaste pureté" de l'école, que la grammaire à elle seule ne parvient pas à expliquer la règle selon laquelle, s'il y a mille femmes et un seul homme dans une salle de réunion, la concordance se fera toujours au masculin. Vous tous et pas vous toutes » (Freire 1991, p.104).*

Puisque l'éducation ne peut pas être une activité neutre et que l'école actuelle est soumise aux intérêts des groupes dominants, Paulo Freire considère qu'il est du devoir des enseignants de prendre parti, d'affirmer et d'assumer leurs engagements.

3. Le droit et le devoir de l'enseignant-e de prendre parti

Pour Paulo Freire, l'enseignant-e a le droit et le devoir de prendre parti en abordant auprès de ses élèves les questions sociales et politiques. Car l'éducation est de nature politique, Paulo Freire considère que tout éducateur doit clairement affirmer ses propres choix politiques et les assumer : *« Le "travailleur de l'enseignement" en tant que tel est un politique, qu'il en soit conscient ou non. À partir de là, il me paraît essentiel que tout éducateur ou éducatrice assume, le plus vite possible, la nature politique de sa pratique. Qu'il se définisse politiquement. Qu'il choisisse son option et cherche à être cohérent par rapport à celle-ci » (Freire 1991, p.43) ; « Il ne fut déjà plus possible d'exister sans assumer le droit et le devoir d'opter, de décider, de lutter, de faire de la politique » (Freire 2006 : p. 68) ; « Je ne puis être professeur si je ne perçois pas chaque fois mieux que, pour ne pas rester neutre, ma pratique exige de moi une définition. Elle m'impose de prendre position, de décider, de rompre. Elle exige de moi que je choisisse entre cela et cela. Je ne puis être professeur en faveur de qui que ce soit et de n'importe*

quoi. Je ne puis être professeur simplement en me déclarant pour l'Homme ou de l'Humanité, phrase dont la généralité trop vague contraste avec la pratique éducative concrète » (Freire 2006, p.116).

Pour Paulo Freire, parce qu'elle est politique, l'éducation relève également du domaine de l'éthique : *« La pratique éducative n'est pas neutre, c'est une éthique. Elle a à voir avec des principes de morale qui ont leurs limites »* (Freire 1997). Dès lors pour Freire, l'enseignant doit prendre parti et assumer ses choix devant ses élèves au nom de l'éthique : *« Agissant au sein de la salle de classe, ma présence ne peut être omise, et je dois être considéré comme un sujet qui opère des choix. Je dois révéler aux élèves que je suis capable d'analyser, de comparer, d'évaluer, de décider, d'opter, de rompre. Je dois montrer ma capacité à rendre justice, à ne pas faillir au respect de la vérité. Par éthique, il me faut témoigner par moi-même »* (Freire 2006, p.111-112). Cette manière d'affirmer et d'assumer ses décisions est pour l'enseignant aussi un outil éducatif, il s'agit de favoriser aussi cette capacité chez les élèves : *« Au contraire, mon rôle est de témoigner du droit de comparer, de choisir, de rompre, de décider et de stimuler l'assomption de ce droit pour les apprenants »* (Freire 2006, p.85-86) ; *« Comment est-il possible de former des jeunes, si l'éducateur n'a pas atteint pour lui-même une autonomie en tant que sujet qui juge, qui rêve, qui aime, qui à la rage, etc. »* (Freire 1997).

Tout au long de sa carrière, Paulo Freire a encouragé les enseignant-e-s à prendre parti et à se mêler des questions sociales et politiques devant leurs élèves. Cependant, la pédagogie de l'éducateur brésilien qui est profondément démocratique s'oppose à toute forme d'endoctrinement.

4. Une pédagogie dialogique opposée à l'endoctrinement

Ainsi, dans un cadre démocratique, Paulo Freire ne cherche pas à imposer ses opinions à ses élèves et leur expose les autres choix possibles : *« En tant que professeur libérateur, je suis très clair au sujet de ce que je veux. Cependant, je ne manipule pas les étudiants. C'est cela qui est difficile. Bien que j'ai certaines certitudes sur mes "lendemains" et mes "au-delà", je ne peux pas manipuler les étudiants pour les amener avec moi dans mes rêves. Je dois les éclairer sur ce qu'est mon rêve, mais je dois leur dire qu'il y a d'autres rêves que je considère comme mauvais (rires !). Vous comprenez ? C'est l'alternative que nous avons : être manipulateurs ou être radicalement démocratiques. Cela signifie qu'il faut accepter la nature directive de l'éducation. Il existe une directivité de l'éducation qui ne lui permet pas d'être neutre. Nous devons dire aux élèves comment nous pensons et*

pourquoi nous le pensons. Mon rôle n'est pas de me taire. Je dois convaincre les élèves de mon rêve, mais pas les conquérir à mes plans personnels. De même que les élèves ont le droit d'avoir de mauvais rêves, j'ai le droit de leur dire que ce sont de mauvais rêves : réactionnaires, capitalistes ou autoritaires » (Freire 1987a).

La pédagogie développée par Paulo Freire est fondée sur une pratique dialogique : *« l'action dialogique n'admet pas un sujet qui domine et un objet dominé, mais seulement des sujets qui se rencontrent pour déchiffrer le monde, pour le transformer »* (Freire 1974, p.161). Dans ce cadre dialogique, l'enseignant ne domine pas l'apprenant, mais doit stimuler en lui et en elle sa « capacité critique » et à exprimer ses « doutes rebelles » et son « insoumission » (Freire 2006, p. 43). Dans ce cadre, l'élève est invité à exprimer ses doutes et son opposition vis-à-vis des opinions de l'enseignant : *« Je ne peux lui nier ou lui cacher ma posture, mais je ne peux, non plus méconnaître son droit de la rejeter »* (Freire 2006, p.85-86).

En tant que pédagogie de libération au service des opprimés, Paulo Freire vise à faire des élèves dominés des sujets capables de décider et de transformer le monde. Manipuler les élèves serait les rabaisser au rang d'objets : *« Prétendre les libérer sans les faire réfléchir sur leur propre libération, c'est les transformer en objets que l'on doit sauver d'un incendie. C'est les faire tomber dans le piège de la démagogie et les transformer en masse de manœuvres »* (Freire 1971a, p.44-45).

Conclusion

La pédagogie de libération de Paulo Freire a pour objectif de faire acquérir aux élèves une conscience critique des oppressions qu'ils ou elles subissent pour s'en libérer. Cette pédagogie se prémunit de tout risque d'endoctrinement son approche profondément démocratique et dialogique. Si cette pédagogie permet aux élèves de prendre conscience des oppressions et de s'engager pour y mettre fin, c'est que ces oppressions existaient dans la société indépendamment des opinions des enseignant-e-s sans que les personnes au pouvoir se préoccupent d'y mettre fin. Ce fait est rappelé par Francisco C. Weffort dans la préface qu'il rédigea de l'ouvrage *L'Éducation, pratique de la liberté* de Paulo Freire : *« Conscientiser ne signifie pas, en aucune façon, faire de la propagande idéologique ou proposer des mots d'ordre. Si la conscientisation ouvre le chemin à l'expression des revendications sociales, c'est parce que celles-ci sont des composantes réelles d'une situation d'oppression »* (Freire1971, p.17).

Notes :

*Extraits de « Dialogue entre Freinet et Freire (I) : la neutralité et l'éducation », Questions de classe(s), 26 janvier 2017.

Références bibliographiques des citations de Paulo Freire :

1971 : *Conscientisation, Recherche de Paulo Freire*, INODEP.

1974 : *Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution*, Paris, éditions Maspero.

1987a : *Medo e Ousadias* (avec Ira Shor), extraits traduits par Irène Pereira.

1987b : « Paulo Freire à Athènes (du 8 au 15 septembre 1987), ses idées pédagogiques et notre réalité en matière d'éducation ».

1991a : *L'Éducation dans la ville*, Paris, éditions Paideia, 1991.

1991b : « Extraits de la conférence de Paulo Freire au Séminaire des éducateurs Freinet du Nord-Est à Olinda-Pernambuco, Brésil », *Le Nouvel Éducateur*, octobre 1991, p.4.

1996 : « Pratique de la pédagogie critique », conférence donnée en espagnol à l'Université de Comahue (Argentine) en 1996 (traduction d'Irène Pereira).

1997 : « Rencontre avec Paulo Freire », *Le Nouvel Éducateur*, mars 1997, p.21-23.

2006 : *Pédagogie de l'autonomie*, Toulouse, éditions Érès, 2006 [édition originale datée de 1996].



8. Obligation de neutralité et droits humains

Autrice : Irène Pereira (professeure de philosophie)*

"Que quelqu'un devienne machiste, raciste, qu'il méprise les classes sociales dominées (...) il s'assume comme transgresseur de la nature humaine. (...) Toute discrimination est immorale, et lutter contre elle est un devoir" (Paulo Freire)

Les enseignants dans l'Éducation nationale sont tenus à une obligation de neutralité. Mais jusqu'où peut et doit aller cette obligation ?

L'obligation de neutralité des fonctionnaires inclut quatre dimensions : philosophique, économique, politique et religieux.

Néanmoins, on assiste depuis ces dernières années en France, mais également hors de France, à des prises de position de personnalités politiques et d'organisations militantes qui peuvent être sexistes, racistes ou encore homophobes par exemple...

Ainsi l'ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) recommande à la France dans un rapport de 2016 de prendre des mesures pour remédier à l'exploitation du racisme en politique.

Quelle peut-être la position des enseignant-e-s face à la montée des extrêmes droites dans le monde et face à des propos à caractère discriminatoires ? L'obligation de neutralité suffit-elle à définir la position que doivent prendre les enseignants face à ces questions ?

Si on lit le référentiel de compétences des enseignants, on constate qu'il est fait obligation aux enseignants de refuser toutes les discriminations (item n°1 du référentiel).

Les conventions internationales des droits humains posent l'égalité en droit de

tous les êtres humains et a contrario le refus de toutes les discriminations.

Le droit européen concernant la non-discrimination condamne les discriminations en raison de l'orientation sexuelle ou encore de la race, de l'origine ethnique, de la couleur, de la religion par exemple...

Il semble tout à fait contestable que le principe de neutralité du fonctionnaire puisse être utilisé pour empêcher les enseignant-e-s de défendre des principes qui se trouvent au-dessus du droit national qui sont les droits humains fondamentaux reconnus par les traités internationaux.

Que l'on puisse refuser que les enseignant-e-s de l'Éducation nationale dans le cadre de leurs fonctions prennent parti dans les débats partisans politiques entre droite et gauche : on peut le comprendre.

En revanche, il serait tout à fait incohérent que le principe de neutralité leur soit opposé lorsqu'il s'agit pour eux de défendre des principes bien supérieurs aux débats partisans, à savoir les droits humains fondamentaux et le refus de toutes les discriminations qui leur est lié.

De même, il est tout à fait important de se rappeler que les droits humains se situent au-dessus même des valeurs de la République. En effet, le jour où un gouvernement d'extrême-droite arrive au pouvoir et décide de faire accepter des discriminations à l'égard de certaines minorités comme compatibles avec les valeurs de la République, cette situation pourrait-elle être acceptable ?

Elle ne pourrait l'être au regard des droits humains fondamentaux. On peut très bien imaginer qu'un gouvernement puisse changer les valeurs de la République. Mais on ne peut pas concevoir qu'un seul gouvernement national ait le pouvoir de changer les conventions internationales des droits humains.

C'est pourquoi la mission de l'enseignant est une mission profondément humaniste. Car l'horizon de l'enseignement n'est ni le débat politique partisan, ni le droit national. Les enseignants regardent bien au-delà de cela. L'horizon qui doit guider leur action, c'est la défense des droits humains fondamentaux. Ces droits qui font l'humanité et la dignité de l'être humain.

Note :

*Article paru sur le site *Question de classe(s)* le 15 novembre 2018.



9. Défendre à la fois la neutralité et la liberté d'expression

Auteur : Paul Devin (inspecteur de l'Education nationale, secrétaire général du SNPI-FSU, syndicat des inspecteurs)*

Nous ne devons pas céder à des menaces qui réduiraient une liberté d'expression du fonctionnaire légalement reconnue. C'est la même logique démocratique qui nous conduira à respecter l'obligation de neutralité mais à refuser les abus qui voudraient interdire l'expression de nos opinions.

Les débats autour du projet de loi Blanquer posent à nouveau la question d'une éventuelle limitation du droit d'expression des fonctionnaires. Des enseignants ont été l'objet d'injonctions qui auraient dû être plus mesurées notamment lorsque l'obligation de neutralité ou le devoir de réserve sont abusivement invoqués pour légitimer des interdictions de communiquer publiquement.

L'obligation de neutralité

Rappelons ce qu'est l'obligation de neutralité affirmée par l'article 25 de la loi de juillet 1983. Elle s'inscrit tout d'abord dans un principe constitutionnel lui-même hérité de la Déclaration de 1789 : « *nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances* ». C'est seulement depuis 2016, par la loi dite "déontologie", que cette obligation a été explicitement formulée et inscrite dans la loi de juillet 1983.

Pour le fonctionnaire, c'est à la fois l'affirmation d'un droit qui garantit sa liberté et l'exigence d'une obligation qui garantit la liberté des usagers du service public. L'équilibre permettant le respect de ce principe nécessite une

dialectique des droits et des obligations qui est indispensable au fonctionnement administratif d'une démocratie.

Résumons donc l'obligation de neutralité : le fonctionnaire bénéficie de la liberté d'opinion mais il ne dispose pas du droit d'exprimer cette opinion, qu'elle soit religieuse ou politique, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Une obligation limitée à l'exercice des fonctions

La loi limite cette obligation de neutralité à l'exercice des fonctions. Exiger cette neutralité hors de l'exercice des fonctions constitue donc un abus de pouvoir. Il n'est donc pas possible d'invoquer l'obligation de neutralité pour interdire à un enseignant de répondre à une interview ou de participer à une table ronde alors qu'il le fait hors de l'exercice de ses fonctions.

C'est pourquoi les pressions faites sur les enseignants pour les dissuader de toute expression publique relèvent davantage d'un rapport de force managérial que d'un contrôle fondé sur des obligations légales ou réglementaires. L'exigence de l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique pour répondre à un journaliste est abusive dès lors que l'interview se déroule hors des fonctions, c'est à dire hors du temps de service et hors du lieu d'exercice.

Quant à la mention de la fonction, elle obéit à une indication usuelle dans les pratiques journalistiques aidant à identifier qui parle par la désignation de son métier. Elle ne signifie évidemment pas que c'est au nom de l'institution que l'enseignant parle et il importe évidemment que les propos qu'il tient ne comportent aucune ambiguïté à ce propos : c'est en tant que citoyen exerçant le métier d'enseignant qu'il s'exprime.

L'obligation de réserve

L'obligation de réserve contraint le fonctionnaire à s'abstenir d'expressions pouvant nuire au service public ou portant atteinte à un supérieur hiérarchique. Notion jurisprudentielle, l'obligation de réserve est fortement influencée par les volontés politiques ministérielles. Le juriste Marcel Piquemal, spécialiste du droit de la Fonction publique disait : elle « *ne relève pas de critères objectifs, mais découle de tendances plus ou moins restrictives, plus ou moins libérales, qui procèdent de la conception du pouvoir en place* »⁽¹⁾.

À la différence de la neutralité, l'obligation de réserve ne se limite pas à l'exercice des fonctions mais est requise y compris dans la vie privée du fonctionnaire, notamment dans son expression sur les réseaux sociaux ou dans la presse.

À défaut de la définir précisément, la jurisprudence caractérise l'obligation de réserve par la mesure des propos tenus. Dans de nombreux arrêtés du Conseil d'État, c'est l'outrance, l'inconvenance ou la violence du ton qui est retenue comme constituant un manquement à l'obligation de réserve d'autant que ce manquement nuit à la bonne marche du service. Cet élément de nuisance au fonctionnement du service est essentiel. L'obligation de réserve n'est donc pas invocable pour un enseignant du seul fait de l'expression d'un désaccord politique.

De plus, l'obligation de réserve portant sur la forme du propos, on voit mal comment elle peut être invoquée a priori, avant même que puisse être constaté un éventuel manque de mesure.

L'exemplarité de l'article 1 du projet de loi

Dans un contexte où l'administration renforce la pression sur ses agents, où elle veut les contraindre au silence et parfois même où elle les menace de mesures disciplinaires, on comprend que l'article 1 du projet de loi Blanquer ait quelque peine à être considéré par ses seules vertus protectrices et puisse faire naître de graves inquiétudes. L'étude d'impact exprimait clairement la volonté de légaliser des éléments jurisprudentiels : difficile de comprendre autre chose qu'une volonté de donner un cadre légal à l'obligation de réserve. On voit dès lors que si la référence à la loi de 1983, introduite par amendement, constitue une avancée, elle est loin de suffire pour garantir contre des évolutions qui réduiraient le droit d'expression.

Il ne s'agit évidemment pas ici de douter du fait que le comportement d'un agent du service public doive être exemplaire mais de craindre l'usage qui sera fait de cette logique légale d'exemplarité.

Juridique ? Politique ?

Il est évident que l'intervention d'un supérieur hiérarchique enjoignant un enseignant de ne pas s'exprimer publiquement, alors que ce dernier respecterait les obligations de neutralité et de réserve, ne peut être légitime. Le paradoxe est que, faites au nom de la neutralité, ces injonctions relèvent en fait du champ du politique. Car si un cadre de la fonction publique a pour mission la mise en œuvre des textes légaux et réglementaires, il ne lui appartient pas, dans le cadre de ses fonctions, de soutenir un projet de loi et de lutter contre les critiques qui en seraient faites. Il y aurait beaucoup à dire sur le recours croissant à la notion de loyauté mais vouloir l'invoquer pour considérer une incompatibilité entre la fonction et la critique du projet de loi relèverait d'un abus inquiétant pour la démocratie.

Notes:

*Article paru sur le blog mediapart de Paul Devin le 12 avril 2019.

(1)Marcel Piquemal, *Le fonctionnaire : devoirs et obligations*, 1976, p. 161.

Les Cahiers de pédagogies radicales

Autre numéro disponible :

[Pédagogies et néolibéralisme, dossier thématique n°1, janvier 2019](#)



pedaradicale.hypotheses.org